**COMPTE RENDU DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE LA FACC
25 janvier 2024 à 14h30 - Visio-conférence**

54 participants en ligne, dont 33 adhérents à jour de leur cotisation, et 2 pouvoirs

Assistaient à l'AG :

Amélie Chatellier, Agence du Court métrage, adhérent, Présidente de la FACC
Sabine Zipci, AFCA, adhérent, Trésorière de la FACC
Olivier Bitoun, Cinéphare, adhérent, vice-trésorier de la FACC
Antoine Leclerc, Carrefour des festivals, adhérent, membre du CA de la FACC
Arlène Groffe, ACID, adhérent, membre du CA de la FACC
Didier Kiner, ACRIF, adhérent, membre du CA de la FACC
Patrick Maus, CINEFAC, adhérent, membre du CA de la FACC
Delphine Veron et Sébastien De Fonseca, Côté court, adhérent, membre du CA de la FACC
Louise Rosier, photographe et intervenante indépendant, adhérente, membre du CA de la FACC
Barbara Cornuau, Les Ecrans Drôme Ardèche, adhérent, membre du CA de la FACC
Jean-Yves de Lépinay, Images en bibliothèque, adhérent, membre du CA de la FACC
Hélène Binard-Laurent, ACAP Hauts-de-France, adhérent
Isabelle Bony et une collègue, ADDOC, Adhérent
Clara Iparraguire, Etonnant cinéma à Montreuil, membre du CA de la FACC
Audrey Keraudran, J'ai vu un documentaire, membre du CA de la FACC
Anne Lidove, Association nationale des cinémas itinérants, adhérent
Anne Luthaud, déléguée générale du GREC, adhérent
Amandine Larue, Déléguée général des Cinémas indépendants parisiens, adhérent
Marie-Anne Sonda, Ty films en Bretagne, adhérent
Lorena Guttierrez, association Silhouette, adhérent
Lise Rivolier, festival Connexions, réseau Auvergne Rhône Alpes, adhérent
Delphine Lizot, l'Archipel des lucioles, adhérent
Liviana Lunetto Ciné public Val de Marne, adhérent
Agnès Jahier Périphérie Montreuil, adhérent
Sarah Beaufol, Cinéma la Comète Chalons en Champagne, adhérent
Loic Rieunet et Jacques Fretel, ACOR Cinéma de l'ouest pour la recherche, adhérent
Christophe Liabeuf, intervenant indépendant, avec la Pellicule ensorcelée, adhérent
Jérôme Brodier, GNCR, adhérent
Florence Dupont, Enfance au cinéma Paris, adhérent
Olympe Perry, Ménagerie à Toulouse, adhérent
Erick Serdinoff, Président des Prospecteurs du 7ème art, pas encore adhérent
Thomas Rosso, Semaine de la critique, pas encore adhérent
Olivier Calonnec, association Cinécran, pas encore adhérent
Hélène Martin, Association Gros plan en Bretagne, pas encore adhérent
Dana des Tourneurs de Côte d'Or, pas encore adhérent

Anne Flageul et Fabienne, Festival européen du film court de Brest, pas encore adhérent
Tahar Benredjeb, CIRAS, Festival du film d'Archéologie, pas encore adhérent
Chloé Folens et Marion Dubois Darras, Semaine de la critique SRF, pas encore adhérent
Violaine Rebelle du GRAC, bientôt adhérent
Lena Olivier, Cinéma Le Grand Bleu en Bretagne, pas encore adhérent
Marie Maillard, Cinéma L'univers à Lille, bientôt adhérent
Peggy CITIA, festival et marché du film d'animation Annecy, bientôt adhérent
Sandrine Routier, Bienvenue au cinéma dans le Lot
Rahmatou Keita, Maribi production, pas encore adhérent
Nina Guillot, Association Bordeaux rock, festival de documentaires musicaux, pas encore adhérent

Pouvoirs : Guillaume Poulet, Image'Est à Festival Connexions et Thomas Bouillon, Festival Connexions à Barbara Cornuau, Les Ecrans

Excusés : Laurence Conan, Documentaire sur grand écran

Choix du vote à main levée, à l'unanimité

Approbation du compte rendu de l'AG 2023 : à l'unanimité

Rapports moral et d'activités 2023 :

Amélie Chatellier, Présidente

« Cela me fait très plaisir de voir autant de monde à l'AG de la FACC, cela donne envie d'intensifier notre action politique. J'en suis la présidente depuis la création de l'association en 2020. On travaille en collectif au sein du Conseil d'administration, lieu stimulant et savant alliage de petites et grandes structures, de Paris et d'autres régions, indépendants et salariés. N'hésitez pas si cela vous tente de rejoindre le CA !

Cette année est porteuse de lourdes responsabilités pour la suite mais l'année 2023 s'est avérée plutôt mitigée en terme de bilan. La FACC s'est créée pendant la crise du COVID, nous étions tous dans le désarroi mais nous avons davantage de temps pour mener des luttes collectives. Les activités ont repris de manière forte en 2022 puis 2023, on peut s'en réjouir mais le temps collectif est plus difficile à trouver ; il nous manque, même si on est encore capable de se fédérer et d'organiser des débats collectifs.

Par contre, la situation de nos associations ne s'est pas améliorée, loin de là. A la fin de la crise sanitaire, nous sommes rentrés dans une crise sociale, puis dans une forte inflation, on discute d'ailleurs avec « Sous les écrans la dèche » de la situation de précarisation croissante au sein de notre profession. La situation de nos organisations est difficile, donc on ne peut pas se mobiliser autant qu'on le souhaiterait, et le contexte d'appels à projets nous précarise. 2024 sera une année charnière, il faut que ce soit notre moment. En effet, les enjeux de rapprochement avec les œuvres, l'éducation aux images, sont souvent cités comme centraux dans les discours politiques : et c'est bien autour de ces questions que la FACC veut se fédérer.

On a devant nous des enjeux cruciaux à défendre mais on peine à s'organiser de manière efficace.

En 2023, on constate moins d'adhérents qu'en 2022. Or, comme on a décidé de ne pas demander de subvention, par souci d'indépendance, on ne vit que sur les fonds des cotisations. Les cotisations ont baissé en nombre et en montant en 2023. Anne Lidove nous a rejoint pour coordonner l'association mais nos moyens disponibles pour assurer cette coordination sont trop faibles. On a besoin que vous soyez nombreux à nos côtés, pour faire la promotion de la fédération, qu'on puisse engager et mieux porter la voix de notre secteur auprès des institutions, qu'on puisse se développer, être représentatif, faire le lobbying nécessaire. On a une fenêtre qui se présente positivement : nous sortons d'un rendez vous avec 4 directeurs du CNC dont Olivier Henrard, ce rendez était positif et dénote d'un intérêt important pour notre secteur. Le CNC est la tutelle nationale et cela nous permet d'entrevoir des perspectives de reconnaissance et de moyens pour nos organisations.

L'année 2024 nous laisse à penser que nous sommes à la croisée des chemins pour la FACC ; il faut qu'on puisse être nombreux et obtenir les moyens d'agir et d'avancer sur les projets politiques qu'on avait imaginé au moment de la création de la FACC. »

Didier Kiner : la FACC a besoin d'adhérents et d'administrateurs. Entrer au CA rend l'adhésion intéressante et participative, on en retire aussi un grand intérêt, puisque la dimension forum y est passionnante. Les difficultés dans lesquelles nous sommes viennent souvent du fait que nous sommes trop isolés, et là, on peut se soutenir.

Amélie Chatellier : La FACC est une organisation politique, la FACC n'apporte pas de services, si ce n'est de porter collectivement la parole et la place de nos structures, et de faire avancer l'action culturelle cinématographique vers une reconnaissance légitime. C'est un travail politique de longue haleine, qui doit porter ses fruits à terme.

On a essayé d'organiser, en 2023, différents RDV dans différents festivals et manifestations cinéma, vous êtes tous les bienvenus pour en être initiateurs et animateurs. En 2023, nous étions aux Rencontres du film documentaire de Mellionnec, puis à la Rochelle et à Lussas. N'hésitez pas à nous faire part de vos autres idées et opportunités. Merci à l'ACID de nous avoir aussi accueilli au festival de Cannes, où nous avons marqué notre soutien au Festival de Clermont. On reproduira ce rdv lors du festival de Cannes 2024, à l'invitation de l'ACID. Il faut qu'on trouve des points de rdv occasionnels un peu partout en France, pour aller au devant de tous ; ces rendez-vous représentent notre meilleur moyen de communiquer et de faire connaître l'association.

En 2023, nous comptabilisons 48 adhérents ; 200 est un objectif minimal, cela représente seulement 20 par structures par région, c'est peu au regard du nombre de personnes et d'organisations qui font partie de notre large secteur. Il faut qu'on puisse rassembler des grandes fédérations, avec leurs membres, mais aussi des petites structures et des indépendants autour de sujets politiques communs.

Fin novembre, à la maison des auteurs, nous avons organisé une journée de rencontres et de débats, avec des ateliers le matin. La Charte de l'action culturelle cinématographique a été adoptée et elle engage les adhérents à la respecter, elle présente un socle minimum de principes commun mais n'est pas trop contraignante.

Les deux autres ateliers concernaient les questions sociales et les financements ainsi que la visibilité de la FACC et son organisation sur le terrain. L'après-midi, le débat autour du pass culture, qui heurte nos manières de travailler, a réuni un panel de professionnels autour de Jean-Michel Lucas ; le débat fut très intéressant et le compte rendu exhaustif des débats est joint au rapport d'activités.

On a été sollicité par une association, G-Ciné basée à Annecy, pour des conseils dans une phase de développement de la structure. C'est une piste de travail possible qu'on pourrait proposer aux adhérents et cela représente un pan d'activités nouvelles, source de revenus supplémentaires pour la FACC.

Sur l'organisation de la vie associative, le CA est actif, il se réunit une fois par mois ; c'est un lieu d'échange passionnant, les débats sont riches et on apprend beaucoup, vous pouvez poser votre candidature.

Pour être entendu, nous devons renforcer les moyens de l'association. La stratégie de ne baser ses moyens que sur l'apport des adhésions semble en réalité peu réaliste, surtout que l'on a baissé leurs montants, afin d'être plus en phase avec les moyens financiers dont disposent les structures. Adhérer coûte aujourd'hui entre 25€ et 500€ par an, alors qu'avant 2022, on allait jusqu'à 1500€ pour les associations les plus importantes.

Nous avons créé un poste de coordination à temps très partiel ; c'était Suzanne de Lacotte, intervenante bien connue de nos structures, responsable des publics au Cinéma du réel, qui a occupé ce poste puis y a mis un terme en juin 2023. Anne Lidove est arrivée en septembre, elle nous permettra d'aller un peu plus loin dans la stratégie de la structure, mais on ne peut consacrer financièrement qu'une journée par semaine à cette coordination, ce qui est

insuffisant. Avec la gestion des adhérents, la gestion des outils de communication, la gestion associative, l'organisation des événements, le temps est complètement consommé, le reste de la mission est en réalité bénévole. On aurait besoin aussi de moyens supplémentaires pour que le coordinateur se charge de sujets plus politiques, ce qui soutiendrait les membres du CA qui sont déjà très mobilisés par leurs propres structures.

On a perdu des adhérents entre 2022 et 2023 car on a organisé une AG tardivement, et voté le changement des montants des cotisations ; il semblait délicat de relancer fortement les adhérents alors que l'année était bien coulée. Le nombre d'adhérents doit aussi être pris en compte de manière globale, car de nombreux adhérents sont des têtes de réseaux, représentant eux-mêmes de nombreuses structures, plusieurs centaines, ou comme Images en Bibliothèques, plus de 1000 adhérents. Les structures sont sur tous les territoires ; il y en a 3 en Hauts-de-France, alors que le nombre de structures qui y travaillent sur l'action culturelle cinématographique est bien plus important.

Anne Lidove :

Oui, effectivement, et comme les nouveaux montants d'adhésion sont beaucoup plus accessibles à tous, on se dit que toutes ces têtes de réseaux peuvent aussi proposer l'adhésion à leurs membres, à un tarif plancher de 25€. Ce sont des objectifs de début d'année 2024 avec une AG très précoce, pour un lancement de la campagne d'adhésion dans un moment et un contexte idéaux.

Amélie Chatellier :

Pour 2024, il ne faut pas trop nous disperser, nous avons deux principaux objectifs : les objectifs politiques de reconnaissance, et l'observation, la connaissance plus approfondie de notre secteur. D'autre part, développer les adhérents pour que la FACC soit plus représentative.

Sur la partie politique, on a déjà eu un RDV avec le CNC dont Antoine Leclerc va nous parler ; nous devons rencontrer les pouvoirs publics et toutes les autres organisations et fédérations type BLOC, AFCAE, pour dialoguer. Les rencontres au Touquetn organisée par l'ARP, ont été symptomatiques d'une méconnaissance de notre secteur, il faut qu'on fasse un travail pédagogique. On a toujours en tête la création d'un observatoire des actions culturelles cinéma, pour combler nos lacunes et mieux rendre visible et palpable l'étendue de ce qu'on représente. On a aussi le désir de mettre en place des actions auprès des intervenants indépendants, dont certains sont adhérents de la FACC, en repérant des groupements d'employeurs, et en travaillant ensemble sur les parcours, formations et rémunérations des indépendants.

Nous devons enfin développer la communication et le partage d'informations sur divers sujets. On a un enjeu d'auto-formation politique et technique au sein de la FACC. Le développement des rencontres en régions, à l'invitation des festivals adhérents, pourra nous permettre de mener ces travaux en commun. On a l'objectif de développer les moyens de la structures, en cherchant des financements sur le champ associatif, afin de garder notre indépendance vis à vis du Ministère de la culture ou des collectivités territoriales.

Antoine Leclerc :

Nous avons rencontré le CNC le 10 janvier, avec Amélie Chatellier et Pauline Ginot de l'ACID, moteur de cette organisation de réunion, juste avant son congés de maternité. C'était un RDV important, il a duré 1h30, ce qui est conséquent pour ce type de rencontre, surtout avec 4 directeurs du CNC : Olivier Henrard, Vincent Villette, Lionel Bertinet et Laurent Vennier. Ce RDV nous a permis de constater leur prise de conscience de la situation tendue pour notre secteur, de l'urgence d'agir. C'est le résultat d'une interpellation déjà ancienne sur les difficultés de notre secteur et les risques pour l'ensemble de la filière. Nous avons voulu distinguer deux sujets : celui de l'urgence immédiate et celui du temps long et de notre investissement dans des commissions.

Sur les questions d'urgence, le point positif est qu'on a dépassé l'argument de l'enveloppe close, il va y avoir un effort supplémentaire de soutien pour notre secteur, venant des différentes directions concernées ; mais pas de revalorisation globale de tout le tissu associatif, malheureusement. On a été entendu sur notre souhait d'arrêter le recours aux appels à projets, chronophages, contre-productifs et mortifères. Il faudra être très vigilant au sein de la FACC, pour que les paroles se traduisent en actes, avec un abondement de moyens supplémentaires, Le CNC est

venu en soutien à de grosses structures en difficulté et a dit qu'il n'oublierait pas le tissu de proximité. Il faudrait vraiment le vérifier.

Sur le temps plus long, des débuts d'avancées ont été obtenues. Après avoir étudié et lancé des rapports officiels sur le secteur de la diffusion et de la distribution (Rapport Cluzel en cours de rédaction), le CNC va se pencher sur notre secteur et nous donner une place dans les commissions du CNC : certaines personnalités de l'action culturelle seront invitées à y siéger, et notamment dans la commission Chavane, (budgets et orientations, une centaine de professionnels représentés). Un point positif aussi, l'hypothèse du lancement d'un rapport officiel sur le secteur de l'action culturelle cinéma, confié à un conseiller d'état, avec des auditions. Ce type de mission permet de mettre en lumière un secteur, d'éviter les méconnaissances, et aurait un effet sur la reconnaissance de l'action culturelle cinématographique, notamment auprès des collectivités territoriales, qui nous ignorent et apportent trop rarement leur soutien à nos activités.

Amélie Chatellier :

On a acté que le secteur de l'action culturelle cinématographique ne leur est plus inconnu et ils reconnaissent qu'on est sous financé. Ils ont compris à quel point l'action culturelle cinéma vient en appui aux acteurs de la distribution et de l'exploitation, et qu'ils ont besoin de nous, que l'on fait vraiment partie de la filière. Nous avons franchi des étapes. On a toujours en tête une étude ou un observatoire de l'action culturelle cinématographique, et le fait qu'ils annoncent cette mission, permet d'engager ce projet. On sera auditionné par Jean Paul Cluzel, en vue de la présentation de son rapport lors du festival de Cannes 2024. Que l'action culturelle fasse partie du rapport constituera aussi une étape importante pour la FACC et les acteurs de notre secteur.

Rapport financier par Sabine Zipci, trésorière :

2023 s'avère un exercice particulier, où on a voulu donner à la mission de coordination une envergure plus importante, car il y a un réel besoin d'avancer. D'un point de vue factuel, on termine l'année avec un résultat négatif de 4446,73€, absorbé sans souci par les excédents des deux exercices précédents, de plus de 7000€. On s'était dit que ces excédents nous permettraient d'investir vers une mission de coordination future plus importante. Cette perte de 2023 ne met donc pas en danger la FACC mais en terme de perspectives, il faut qu'on se fixe des objectifs de développement et d'équilibre.

Le budget global 2024 a augmenté de manière importante, notamment sur le poste de coordination, ainsi que sur les postes de déplacement des membres du CA, pour les rencontres en région. Le budget 2024 double le budget 2023, il reste quand même assez modeste mais affiche des objectifs plus ambitieux.

Dans le détail, 3 leviers de rentrées d'argent :

- l'augmentation importante du nombre d'adhérents, pour retrouver le même montant de recettes sur ce poste qu'avant la baisse des montants des cotisations. En sous levier, travailler avec les têtes de réseaux pour qu'elles motivent leurs adhérents d'adhérer à la FACC, en intégrant à leurs adhésions annuelles une proposition optionnelle de forfait fixe pour entrer dans la FACC en même temps. Il faut que la FACC atteigne la centaine d'adhérents en 2024, pour devenir représentative de notre secteur.
- la recherche de financements auprès du Fonds de développement de la vie associative, pour prendre en charge notre travail en interne, les séminaires et rencontres professionnels entre membres du CA et adhérents.
- des missions dans le cadre des dispositifs locaux d'accompagnement (DLA), en étant agréée en tant que structure qui puisse accompagner des associations dans ce cadre, afin que la FACC puisse être rémunérée pour ces missions qui ne coûteraient rien aux adhérents bénéficiaires de ces DLA.

Anne Lidove : le DLA risque d'être sollicité davantage cette année, notamment par des petites structures en difficulté ; il permet de rendre un service aux structures, par un regard extérieur, des analyses, des argumentaires de négociation et une visibilité plus grande des financeurs actuels et potentiels vis à vis de la structure accompagnée. Ce dispositif peut être un appui important, surtout dans le contexte actuel, et la FACC, avec son expertise dans un domaine particulier, pourrait se faire référencer en IDF dans un premier temps. Le référencement est en cours pour

être opérationnel et qu'on puisse être sollicité dans ce contexte. L'autre piste importante est celle des groupements d'employeurs, qui permettraient aux indépendants de se regrouper et d'être moins isolés.

Vote des rapports :

Rapport d'activités 2023 voté à l'unanimité
Rapport financier 2023 voté l'unanimité
Programme d'activités 2024 voté à l'unanimité
Budget prévisionnel 2024 voté à l'unanimité

Temps d'échanges :

Louise Rosier : c'est très intéressant de partager les différentes expériences au sein du CA. Je venais d'une petite structure et la FACC propose de nombreuses missions sur lesquelles s'engager, c'est très stimulant.

Didier Kiner : on vit aujourd'hui un moment de maturité après avoir eu beaucoup d'ambition, on a une force et des capacités. On ajuste le curseur aux forces en présence. J'ai beaucoup de plaisir à échanger, le CA est le bon niveau d'implication, y compris pour la structure que je dirige. Le collectif nous renforce, c'est du militantisme qui nous permet d'être moins seul. Si nous arrivons à ajuster nos ambitions à nos moyens, on sera utile pour tous. Je suis attaché au sujet des groupements d'employeurs, il faut être ouvert à des structures nationales comme aux structures locales et aux indépendants. Travailler sur un groupement d'employeurs, cela permettrait de dépasser les éventuels clivages et chacun pourrait y convoquer son expertise.

Audrey Keraudan : s'impliquer dans le CA, c'est une réunion d'1h30 une fois par mois. On peut aussi mettre davantage d'énergie et agir sur différents sujets. L'implication de tous est fort précieuse, ce n'est pas trop intense, et cela représente une respiration et une source d'information.

Olivier Bitoun : le CA partage aussi des informations sur un groupe Whatsapp.

Amélie Chatellier : on s'est posé la question avec Sabine, sur l'ouverture de ce groupe Whatsapp à tous les adhérents, même s'il ne faut pas se faire trop envahir. Il a beaucoup d'informations qui y circulent. Sabine, pourrais tu lancer un petit sondage rapide, pour savoir si cela vous intéresserait ? De nombreuses informations circulent, vous saurez ainsi avant tout le monde que Rachida Dati est nommée ministre de la culture, c'est un grand bonheur ce groupe Whatsapp ! Cela nous fait appartenir à ce réseau, sans être trop intrusif.

Rires de Sabine Zipci : là, comme ça, tout de suite ?!

Sabine a publié le sondage en ligne et 79 % ont répondu oui pour échanger via ce groupe Whatsapp.

Sabine Zipci : le CA représente une diversité de profils, qui peuvent contribuer aux travaux de la FACC, avec Anne à temps très partiel. Il y a des missions très pratiques et administratives. Etre au CA, c'est être investi et proactif, et il y a de la place pour y alimenter le débat et pour une implication de petites mains ; vous y serez toujours les bienvenus.

Anne Lidove : la FACC vit actuellement une montée en charge et la journée que je peux y consacrer par semaine est insuffisante. Il y évidemment une part de bénévolat de ma part, notamment en tant que Présidente de l'ANCI (membre de la FACC), mais aussi l'implication des membres du CA.

Tahar Benredjeb : c'est mon premier contact avec la FACC et je ne perçois pas encore tout à fait ce qu'implique le fait d'adhérer, ce que l'on peut apporter aussi. Je pense que ce qu'on peut faire, c'est faire connaître la FACC dans notre réseau autour du documentaire, et les échanges doivent pouvoir concerner également ceux qui ne sont pas au Conseil d'administration. Quel moyen pour participer aux sujets de discussion ?

Anne Lidove : On peut aussi s'inscrire pour recevoir une lettre de diffusion d'informations, au-delà d'adhérer. Il y a aussi un secrétariat, avec un numéro de téléphone et un mail, des réunions et rencontres professionnelles ouvertes à tous. Adhérer, c'est faire poids également dans les négociations à venir.

Tahar Benredjeb : Vous avez pris contact avec le CNC, avez-vous le projet de prendre également contact avec la DGMIC du Ministère de la culture ? Je ne pense pas que demander des subventions à ces institutions entraîne notre perte d'indépendance.

Amélie Chatellier : on en a débattu entre nous, mais on pourrait effectivement relancer ce débat.

Antoine Leclerc : on envisage de rencontrer également le le Ministère de la culture. Mais notre expérience de plus de 15 ans nous a appris que lorsqu'on sollicite le Ministère de la culture sur des sujets ayant trait au cinéma et à l'audiovisuel, on nous renvoie vers le CNC. C'est un jeu où chacun se renvoie la balle, avec le ministère déconcentré (DRAC) également. On constate que c'est surtout au CNC, depuis 15 ans, que se dessinent les solutions pour notre secteur. En 2008, de nombreuses structures ont perdu leurs financements du ministère, et le CNC est venu récupérer une trentaine de manifestations. En 2018, on a connu un mouvement équivalent, avec la récupération d'une centaine de manifestations. C'est bien parce qu'il y a une forme de désengagement du Ministère de la culture. Il y a aussi une grande instabilité au niveau du CNC. Mais il ne faut pas oublier le ministère de la culture, vous avez raison.

De manière pragmatique, le CNC est sans doute l'interlocuteur le plus naturel, et le Ministère de la culture devrait être concerné par le champ culturel du cinéma. Rachida Dati semble s'emparer des enjeux de notre secteur. Il ne faut pas non plus oublier le Ministère de l'éducation nationale, pour toutes les raisons précédemment évoquées.

Jean-Yves de Lepinay : il ne faut pas oublier, effectivement le Ministère de la culture. Images en bibliothèques est à la fois soutenu par le CNC mais aussi par le Ministère de la culture, et notamment la DGMIC, du fait que notre action cinéma se réalise dans les médiathèques. C'est une chose qui nous est régulièrement exprimée : le CNC nous dit que les médiathèques, ça ne les concerne pas et la DGMIC nous dit que le cinéma, c'est le CNC. Il y a quand même un domaine qui échappe à cette dichotomie, c'est l'éducation aux images et aux médias, qui concerne plus directement le ministère de la culture.

Didier Kiner : on a trop souvent tendance à confondre l'action culturelle cinématographique et l'éducation aux images. Or, il y a d'autres pans que celui de l'éducation artistique et culturelle dans le cinéma, qui sont encore moins visibles et qui ne s'adressent pas qu'aux jeunes publics. Petit à petit, on a tendance à se spécialiser dans le jeune public, alors qu'il y a de grands enjeux à s'adresser à tous les publics ; ce glissement se fait à bas bruit, et il nous réduit.

Election du Conseil d'administration :

Notre CA comprend, d'après les statuts, de 12 à 18 membres. Nous avons aujourd'hui 15 structures qui font partie du Conseil d'administration : l'Agence du court métrage, l'ACID, l'ACRIF, l'AFCA, Carrefour des festivals, Cinéfac, Cinéphare, Côté court, Documentaire sur grand écran, Etonnant cinéma, Images en bibliothèques, J'ai vu un documentaire, La Pellicule ensorcelée, Les Ecrans et une indépendante, Louise Rosier.

D'après les statuts, on a trois membres sortants chaque année. Les membres sortants peuvent se représenter deux fois, et éventuellement peuvent revenir ensuite après un an de battement.

Cette année, Sabine Zipci de l'AFCA, Jérôme Descamps de la Pellicule ensorcelée et Olivier Bitoun de Cinéphare sont sortants. Ils peuvent se représenter.

On a également une nouvelle candidature, Amandine Larue des Cinémas indépendants parisiens.

Olivier Bitoun souhaite se représenter en tant qu'administrateur, l'engagement est important et il y trouve intérêt et grand plaisir.

Sabine Zipci ne peut pas se représenter car elle quitte l'AFCA pour prendre des fonctions dans une autre structure. Elle ne peut donc pas engager l'AFCA dans un retour dans le CA. L'AFCA reste adhérente de la FACC, et Sabine restera dans la FACC est tant que membre bienfaitrice.

Jérôme Descamps, par la voix de son représentant Christophe Liabeuf, souhaite se représenter. Il s'excuse de ne pas être présent et de ne pas avoir pu beaucoup s'investir en 2023. Mais il compte être plus investi en 2024.

Amandine Larue, qui a quitté la réunion, se présente et avait envoyé un courrier de candidature, qui avait été joint à l'envoi de la convocation à l'AG.

Pas d'autres candidatures.

Vote à l'unanimité d'entrée ou de retour dans le CA : Olivier Bitoun, Jérôme Descamps et Amandine Larue rejoignent donc le Conseil d'administration de la FACC.

Amélie Chatellier remercie tous les participants et propose de partager à nouveau les coordonnées de la FACC. Si certains d'entre les participants ont des propositions d'accueil de la FACC lors de leurs manifestations, qu'ils n'hésitent pas à nous solliciter.

Antoine Leclerc : la FACC sera accueillie au Cinéma du réel, il faudra qu'on se rapproche de l'organisation pour concrétiser ce projet.

Olivier Bitoun : j'en profite pour que l'on remercie collectivement Sabine pour son engagement et son investissement. Elle a porté beaucoup de projets, passé beaucoup de temps à structurer notre organisation, je tiens à la remercier chaleureusement. Et on va la garder un peu, notamment pour la transmission, car il y a de nombreux aspects qu'elle portait en tant que trésorière, notamment la comptabilité qui n'est pas non plus rémunérée.

FIN DE LA REUNION DE L'AG à 16h30